



6 février 2022 - Journée mondiale de lutte contre le régime de mort aux frontières et pour exiger la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la migration et leurs familles

Le régime de mort frontalier mené par les États ne s'arrête pas. La situation est de pire en pire. Les droits de milliers de migrants sont violés quotidiennement. D'autre part, la société civile continue de se mobiliser contre ces injustices.

Le 6 février 2020, des groupes de proches de personnes migrants décédées, disparues ou victimes de disparition forcée, et des associations et organisations qui soutiennent le droit à la libre circulation des êtres humains se sont réunis à Oujda (Maroc) pour construire la première journée de "CommémorAction" des victimes de l'immigration et de dénonciation des violences aux frontières.

L'événement a eu lieu à l'occasion du sixième anniversaire du massacre de Tarajal lorsque la Guardia Civil a tué au moins 15 personnes qui tentaient de traverser la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta.

En 2021, en raison du Covid, il n'a pas été possible de tenir le deuxième journée de CommémorAction. Mais pour ce 2022 l'objectif est d'unir nos forces et de mener des initiatives de dénonciation aux quatre coins de la planète, le week-end du 6 février, pour dénoncer le massacre en cours et transformer la douleur en action collective.

Vous trouverez ci-joint le texte qui appelle à l'initiative avec des indications pour y participer. Il s'agit de regrouper les initiatives que de nombreux réseaux et associations mènent déjà depuis plusieurs années avec de nouvelles initiatives. L'élément pour donner de la visibilité à cette unité sera le logo que vous trouverez dans l'appel et que toutes les organisations sont invitées à utiliser avec leurs propres logos. Une page Facebook Commemor-Action a été ouverte et tous les participants pourront publier du matériel relatif à leurs initiatives.

Pour plus d'informations, vous pouvez écrire à
globalcommemoraction@gmail.com

6 février 2022 - MIGRER EST UN DROIT !

Journée mondiale de lutte contre le régime de mort aux frontières et pour exiger la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la migration et leurs familles

Nous sommes parents, amis et amies de personnes décédées, portées disparues et/ou victimes de disparitions forcées le long des frontières terrestres ou maritimes, en Europe, en Afrique, en Amérique.

Nous sommes des personnes qui ont survécu à la tentative de traverser les frontières à la recherche d'un avenir meilleur.

Nous sommes des citoyen.e.s solidaires qui aident les immigré.e.s durant leur voyage en fournissant une aide médicale, de la nourriture, des vêtements et un soutien lorsqu'ils se trouvent dans des situations dangereuses pour que leur voyage ait une bonne fin.

Nous sommes des activistes qui ont recueilli les voix de ces immigrés et de ces immigrées avant leur disparition, qui s'efforcent d'identifier les corps anonymes dans les zones frontalières et qui leur donnent une sépulture digne.

Nous sommes une grande famille qui n'a ni frontières ni nationalité, une grande famille qui lutte contre les régimes de mort imposés à toutes les frontières du monde et qui se bat pour affirmer le droit de migrer, la liberté de circulation et la justice globale pour tous et toutes.

Année après année, nous assistons aux massacres en cours aux frontières et dans les lieux de détention conçus pour décourager les départs des personnes migrantes. Nous ne pouvons pas oublier ces victimes ! Nous ne voulons pas rester silencieux face à ce qui se passe !

C'est pourquoi nous avons décidé d'unir nos forces, dans le respect des diversités individuelles, pour dénoncer la violence mortelle des régimes frontaliers du monde et pour commémorer les personnes décédées, dispersées et/ou victimes de disparitions forcées en mer Méditerranée, au Sahara, le long de la route balkanique, à la Frontière Sud mexicaine, dans le désert d'Arizona et partout dans le monde.

Nous accusons les responsables de ce génocide en cours : les gouvernements qui, en militarisant le contrôle des frontières intérieures et extérieures, rendent de plus en plus dangereuses les routes migratoires.

Le 6 février 2014, la police espagnole des frontières a massacré au moins 15 personnes qui tentaient de traverser la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta. Après des années de contentieux juridique, les tribunaux espagnols ont acquitté les agents de la Guardia Civil en affirmant qu'aucun crime n'avait été commis.

Aucune justice n'a encore été rendue aux victimes et à leurs familles !

Le 6 février 2019, des groupes de familles de migrants décédés, disparus et/ou victimes de disparitions forcées se sont rencontrés à Oujda pour la première journée de CommemorAction des victimes de l'immigration et de dénonciation de la violence aux frontières.

Le massacre de Tarajal est le symbole de ce qui se passe chaque jour depuis plus de 20 ans : victimes sans justice, tombes sans nom, frontières sans droits, c'est pourquoi nous avons décidé à Oujda de continuer le parcours des commémorations, chaque année le 6 février, pour transformer la douleur en action collective.

Nous demandons à toutes les organisations sociales et politiques, laïques et religieuses, aux groupes et collectifs des familles des victimes de la migration, aux citoyens et citoyennes de tous les pays du monde d'organiser des actions de protestation et de sensibilisation à cette situation.

Nous vous invitons à utiliser le logo ci-dessus, ainsi que vos propres logos, comme élément pour souligner le lien entre toutes les différentes initiatives. Tous les événements qui auront lieu seront publiés sur la page Facebook **Commemor-Action**

Nous faisons appel aux réseaux qui, depuis de nombreuses années, organisent des événements à l'occasion du massacre de Tarajal, pour unir nos forces et relier les différentes initiatives afin que le 6 février puisse se transformer en une Journée mondiale de lutte contre le régime de mort aux frontières et pour exiger la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de la migration et leurs familles.

Migrer pour vivre, pas pour mourir !

Ce sont des personnes qui ne sont pas des chiffres !

Liberté de mouvement pour tous et toutes !